



**DECISION N°10/08/ARMP/CRR/SREC du 03
novembre 2008**

Dossier n°10/08/CRR/SREC

DIRECTION GENERALE

**COMITE DE REGLEMENTATION
ET DE RECOURS**

SECTION DE RECOURS

La Section de Recours du Comité de Réglementation et de Recours, statuant en matière de recours en attribution, à la salle de réunion du Comité de Réglementation et de Recours, Bâtiment ex-STA Antsahavola, le 03 novembre 2008 à 14h 30 mn ;

Où siégeaient :

- Madame RAKOTONDRAZAY Elianne Honorée, Chef de la Section de Recours
- Madame RAZAFINDRASOA Lanto Harivelo, Représentant du Ministère des Finances et du Budget
- Madame RATSIMISETRA Julie, Représentant du Secteur privé
- Monsieur RASOLOFO Bernard, Représentant de la Société civile
- Monsieur RAKOTOMAVO Théophile, Représentant du Ministère des Travaux Publics et de la Météorologie
- Assistée de Madame RANDRIANARIJAONA Hasiniaina Tsimarofy, Secrétaire de séance par intérim ;

a rendu la décision suivante :

Entre : Entreprise MIARISOA, d'une part,

Et le Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (MECI), d'autre part,

LA SECTION DE RECOURS,

Statuant sur la requête présentée par la partie demanderesse en date du 27 Octobre 2008 et les dossiers transmis par la partie défenderesse, en date du 30 Octobre 2008;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Après avoir délibéré conformément aux textes législatifs et réglementaires ;

Attendu que par lettre du 27 Octobre 2008, l'entreprise MIARISOA représentée par Sieur RANDRIAMIARISOA Léon Gilbert a saisi le Comité de Réglementation et de Recours ;

Qu'aux motifs de sa demande, il expose que :

- L'offre de l'entreprise ANDRY est arrivée en seconde place lors de l'ouverture des plis,
- Celle qui devrait être retenue était l'offre de l'entreprise MIARISOA. (Ar 116.622.703),
- Les prix du requérant ont été transformés ;

Qu'en effet, à l'issue de l'évaluation, l'offre de l'entreprise MIARISOA est celle évaluée la moins disante mais qu'au prix de celle-ci a été adjointe la TVA ;

Qu'ainsi, elle ne présentait plus l'offre la moins disante ;

Que l'entreprise ANDRY qui a soumis une offre de Ar 118.448.981 HT a été désignée comme attributaire ;

Qu'en réplique, la partie défenderesse a transmis le dossier de consultation et le procès-verbal d'ouverture de plis ;

Qu'en effet, des erreurs ont été constatées dans l'offre financière du candidat n°2, l'entreprise ANDRY, nécessitant de ce fait une correction des erreurs par la Commission d'Appel d'Offres ;

Qu'en vertu du principe d'égalité de traitement des candidats, l'évaluation des dossiers transmis à la Section de recours est ambiguë compte tenu de l'application des taxes;

Qu'ainsi, la Section de Recours ne dispose pas d'assez d'éléments pour statuer,

Par ces motifs,

- Différer la signature jusqu'au prononcé de la décision de la Section de Recours.

Délibéré et prononcé à Antananarivo, en séance du 03 novembre 2008.

La minute de la présente décision a été signée par :

LE CHEF DE LA SECTION DE RECOURS

LE SECRETAIRE DE SEANCE

RAKOTONDRAZAY Elianne Honorée

RANDRIANARIJAONA Hasiniaina Tsimarofy